

Ali Laïdaoui, fer de lance de la cause harkie

Portrait | L'Anglois, délégué départemental de l'association Aracan, est membre du G12 harkis, groupe de travail d'associations de harkis, créé au niveau national par le gouvernement en 2014.

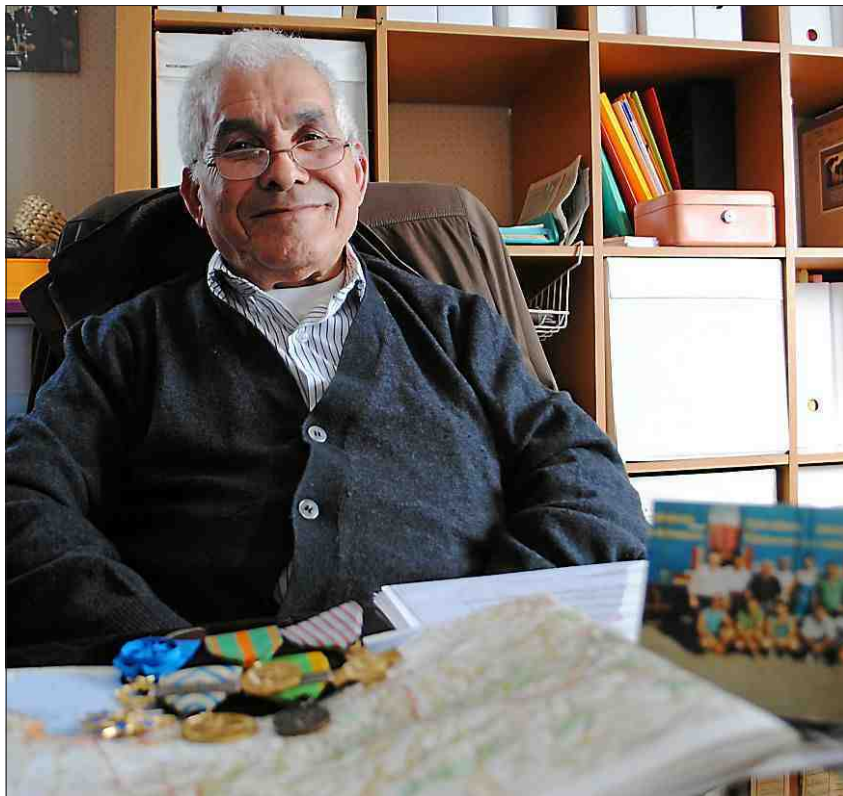
Ali Laïdaoui se souvient encore d'avril 1962, lorsque l'armée française lui demanda, avec ses vingt-quatre compagnons de la harka de déposer leurs armes, de rendre leurs treillis et chaussures et de rentrer chez eux avec trois mois de salaire en poche, à la suite du cessez-le-feu consécutif aux Accords d'Évian du 19 mars 1962, qui mettait fin aux six ans de guerre en Algérie. « *Honnêtement, cela m'a fait très mal quand ils m'ont désarmé.* »

Depuis, son combat pour « *la reconnaissance de la responsabilité du gouvernement français dans l'abandon et le massacre des harkis, en 1962* » n'a jamais cessé. Un combat personnel que l'Anglois a mis au service de ses compatriotes, en étant depuis 1990, le délégué départemental de l'Association des rapatriés et anciens combattants d'Afrique du Nord (Aracan), créée en 1987, ou par sa participation au G12 harkis (lire ci-dessous). Il vient aussi de témoigner dans le dernier livre de Pierre Daum ⁽¹⁾, pour y raconter son histoire, à l'instar de 57 autres harkis.

Engagé, prisonnier, torturé et évadé

À 73 ans, celui qui dit « *avoir une bonne mémoire des dates* », n'a rien oublié de son parcours tortueux et de son histoire tragique qui a forgé son caractère et sa personnalité. Engagé en 1959, à 17 ans, dans l'armée française, dans les pas de l'un de ses frères aînés, Ali Laïdaoui est issu d'une famille d'agriculteurs de douze enfants. Il devient tireur 2^e classe de lance-grenades, ce que l'on appelle à l'époque un « lance-patates ».

Le 5 juillet 1962, « *à la fin des figures* », alors que les armes se taisent et que le FLN (Front de libération nationale) prend peu à peu possession du nouveau territoire algé-



■ Ali Laïdaoui, ici dans son bureau, est arrivé en France en 1963. Il s'est installé aux Angles, avec son épouse et ses enfants, en 1985.

Photo XAVIER ROUSSEAU

rien, le jeune homme qu'est Ali Laïdaoui est fait prisonnier avec une centaine de personnes et torturé lors de ses deux premiers jours de détention. En octobre, il réussit à s'évader et à se cacher dans la maison de ses parents, à Tablet, à 64 km au Sud-Est d'Alger. « *La journée, je me cachais, et la nuit tombée, je sortais pour manger.* »

En 1963, avec dix personnes de sa famille (six enfants et quatre adultes) il rejoint un camp de réfugiés à Alger, avant de partir pour la France, le 6 juin, et d'arriver le 8 juin à Marseille. Le 9 juin, arrivée au camp de Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) où les Laïdaoui resteront quinze jours, avec visite médicale à la clé. À 21 ans, Ali Laïdaoui arrive au camp de Saint-Maurice-L'Ardoise (Gard rhodanien), où il séjourne de

février à juin. Avec son beau-frère, il travaille à la maçonnerie de Trespues. En septembre de la même année, il s'installe à Saint-Laurent-des-Arbres, puis habitera et travaillera (à la Tôlerie rhodanienne) à Laudun-L'Ardoise durant six ans.

Chauffeur-livreur aux Établissements Marius Blanc durant vingt-six ans

Le 28 août 1973, Ali Laïdaoui et sa famille arrivent à Avignon pour poser leurs valises dans le quartier de Montfavet, durant douze ans. Ali Laïdaoui trouve un emploi de chauffeur-livreur aux Établissements Marius Blanc, quincaillerie générale. Il y restera vingt-six ans, avant d'être mis en invalidité professionnelle en 1996, à 54 ans, après un accident du travail.

Une période de sa vie, dont le retraité anglois se remémore avec bonheur, photo collective du personnel et de la direction de la quincaillerie à l'appui. Non sans une certaine nostalgie aussi, montrant du doigt, tel ancien collègue aujourd'hui décédé, et celui-là encore vivant et rencontré récemment.

Entre-temps, en 1985, il a fait construire sa maison aux Angles, le long de l'avenue de la 2^e-D.B., où il habite encore aujourd'hui avec son épouse Houria. C'est dans son bureau, chargé de souvenirs, de photos et de dossiers, qu'Ali Laïdaoui a ouvert la seconde page de son combat pour la défense des harkis.

Délégué départemental de l'Aracan, il en devient le président national en décembre 1992. Un poste qu'il occupera une décennie, avant de redevenir « simple » délégué départemental depuis 2002. Au cours de ses différents mandats, Ali Laïdaoui côtoie préfets, ministres et même présidents de la République.

Officier de l'Ordre national du mérite depuis le 25 septembre dernier

Le 22 mai prochain, à l'antenne régionale de l'Onac (Office nationale des anciens combattants et victimes de guerre), à Montpellier, il rencontrera de nouveau le préfet de région, avec quatre autres responsables gardois d'associations de harkis, dont Hacène Arfi, président de la Coordination Harka, à Saint-Laurent-des-Arbres (lire *Midi libre* du 2 mars 2015). Une réunion organisée en vue de la création d'une coordination des associations de harkis de Languedoc-Roussillon.

Son action en faveur de la reconnaissance des harkis, vaut à Ali Laïdaoui d'avoir été fait chevalier de l'Ordre national du mérite (ONM), sur le contingent du ministère de la Défense, par Marie-Josée Roig, ancienne ministre, et ex-députée et maire d'Avignon. Il a été élevé

au rang d'officier de l'ONM, le 25 septembre 2014, par le Premier ministre, Manuel Valls.

XAVIER ROUSSEAU
xrousseau@midilibre.com

► ⁽¹⁾ « *Le dernier tabou : les "harkis" restés en Algérie après l'indépendance : essai* », un livre de Pierre Daum paru chez Acte Sud, collection Solin Archives, 544 pages, avril 2015, 24,80 €. Pierre Daum est journaliste. Il a collaboré au « Monde » et à « L'Express », avant de devenir le correspondant de « Libération » en Autriche. De retour en France en 2003, il a été correspondant de « Libération » en Languedoc-Roussillon jusqu'en 2008. Auteur de plusieurs livres d'enquêtes sur le passé colonial de la France, Pierre Daum effectue en parallèle des reportages pour « Le Monde diplomatique ».

FAMILLE

Son épouse récompensée

Elle n'est pas forcément sous les feux de la rampe au quotidien, dans le combat que mène son mari à la tête de l'Aracan et au sein du G12 harkis. Mais Houria Laïdaoui, 69 ans, a, elle aussi, mené son combat au quotidien. Celle d'une maman de six enfants (deux filles et quatre garçons), et aujourd'hui grand-mère comblée de treize petits-enfants. Pour son dévouement à la cause maternelle, Houria Laïdaoui a reçu, l'an passé, comme trente-cinq autres femmes gardoises, la médaille de la Famille décernée par l'État. « *Elle a été la seule du département à être reçue par le président de la République, le 20 décembre dernier au palais de l'Élysée, avec des médaillées d'autres départements de France* », se félicite Ali Laïdaoui, pas peu fier de son épouse.

Le G12 harkis, une instance de travail aux débuts difficiles

« *La priorité du G12 est la reconnaissance de la responsabilité du gouvernement français dans l'abandon et le massacre des harkis, en 1962. La faute de la France est de nous avoir désarmés et jetés aux loups, après le cessez-le-feu des Accords d'Évian.* »

Pour Ali Laïdaoui, la douleur et la rancœur sont encore vives. Cela n'a pas empêché le président de l'Aracan d'accepter d'entrer dans le G12 harkis, créé à l'initiative de l'ancien secrétaire d'État aux Anciens Combattants et de la mémoire, Kader Arif (remplacé aujourd'hui par Jean-Marc Todeschini), en 2014. « *Des associations de harkis et de fils de harkis choisis, Aracan est la seule du Gard, de l'Hérault et du Languedoc-Roussillon à y avoir participé.* »

Un accouchement des plus difficiles

Pourtant, la mise en place et l'existence du fameux G12 har-

kis n'est pas sans soubresauts. La communauté harki est reçue le 4 juillet 2014 à l'Élysée pour élaborer un plan afin de mettre en œuvre les promesses du candidat François Hollande lors de la campagne présidentielle de 2012 : « *Moi, Président, si le peuple français m'accorde sa confiance, je m'engage à reconnaître publiquement les responsabilités des gouvernements français dans l'abandon des harkis, le massacre de ceux restés en Algérie et les conditions d'accueil des familles transférées dans des camps en France* ». Mais les promesses non tenues du début de mandat en ce domaine font bien vite reculer les associations, du G28, le groupe passera au G20 pour aboutir aujourd'hui au G12, lui-même contesté dans son existence. Le 25 septembre dernier, le Premier ministre Manuel Valls a toutefois présenté un plan d'actions de dix mesures en faveur des harkis (lire sur www.defense.gouv.fr).

CULTURESPACES ET LA VILLE DE NÎMES PRÉSENTENT

ARÈNES DE NÎMES

Hannibal

LES GRANDS JEUX ROMAINS

2 & 3 MAI RECONSTITUTION HISTORIQUE À PARTIR DE 5€

UNE PRODUCTION culturespaces

Midi Libre 3 languedoc-roussillon bleu NÎMES

RÉSERVATIONS : arenas-nimes.com

fnac nîmes